

Pour des ponts, contre les murs

3 octobre 2015

Nous manifestons aujourd'hui au nom de la commune humanité des hommes et des femmes de toute la Terre.

Des drames

C'est au nom de cette humanité que nous redisons notre émotion et notre indignation devant les drames qui se déroulent aux portes de l'Europe.

En Méditerranée depuis l'an 2000, ce sont 30 000 migrants qui s'y sont noyés... et tous les jours la sinistre liste s'allonge : 3000 sont déjà morts en 2015. Au Moyen-Orient, des millions de réfugiés fuient la guerre et tentent de survivre dans les camps de fortune où ils sont parqués. En Afrique, des milliers fuient la misère et risquent leur vie en traversant le Sahara. Des milliers de réfugiés errent le long des frontières européennes.

Les "réponses" de l'Europe

C'est au nom de cette humanité que nous sommes scandalisés devant les réponses au mieux insuffisantes, au pire inhumaines de l'Union Européenne et de ses gouvernements.

Devant l'émotion provoquée par des drames récents en Méditerranée et l'afflux de réfugiés syriens, afghans, irakiens, érythréens, somaliens et bien d'autres, les gouvernements des pays européens se sont enfin décidés à se saisir d'une question devenue incontournable. Et depuis ils naviguent entre grandes déclarations de principe sur le devoir de solidarité, accueil plus ou moins forcé des réfugiés et fermeture de leurs frontières accompagnée de déclarations dignes de ceux qui font de la xénophobie et du racisme leur fonds de commerce politique.

L'Europe débloque 1 milliard d'euros pour aider le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU et le Programme Alimentaire Mondial qui viennent en aide aux millions de réfugiés en Jordanie, au Liban, en Turquie. Bien certes, mais peut faire beaucoup mieux car cela vient après une année 2014 où le HCR n'a reçu que la moitié des 6,2 milliards dont il avait besoin, où la France est à la traîne avec une participation de 1 % quand la Suède et l'Allemagne contribuent à hauteur de 4 % chacune.

Les dirigeants européens savent pourtant que tout ceci sera insuffisant comme sera insuffisant l'engagement des chefs d'États le 23 septembre dernier de répartir sur 2 ans 120 000 demandeurs d'asile arrivés en Grèce et en Italie, soit 60 000 par an alors que l'OCDE estime que plus d'un million de réfugiés sont attendus en 2015 dans l'Union Européenne.

Beaucoup de tapage

Et que dire encore de la France ! Derrière les grands mots du Président de la République sur (je cite) « le devoir de la France, où le droit d'asile fait partie intégrante de son âme, de sa chair », on chipote sans honte sur des quotas ! 24 000 réfugiés supplémentaires en 2 ans, 12 000 par an ! C'est moins de 2 pour 10 000 habitants. C'est sans commune mesure avec les besoins et les capacités de la France, sans commune mesure avec les 800 000 que l'Allemagne se déclare disposée à accueillir.

Et pendant ce temps, derrière le tapage des grands mots, les Centres de Rétention Administrative continuent d'enfermer, les Obligations de Quitter le Territoire Français de tomber, les expulsions de se poursuivre, les Roms d'être mis au ban de la société et leurs campements détruits, les Mineurs Isolés Étrangers de se retrouver à la rue, les Jeunes Majeurs Étrangers d'être sous la menace d'expulsion, des centaines de migrants de se noyer en voulant gagner Mayotte.

... Bref derrière les grandes déclarations et profitant de la focalisation médiatique sur les drames de la Méditerranée, les mauvais coups continuent.

L'Europe est envahie ? NON !

Et que l'on ne nous dise pas que l'Europe et la France seraient envahies... Les chiffres à eux seuls le démentent. 500 000 réfugiés pour 2015 dans une Europe de 500 millions d'habitants cela ne représente que 1 pour 1000 habitants. Les multiples exemples passés sont autant de preuves que les accueillir est possible même si des mesures, des initiatives, des investissements exceptionnels doivent être envisagés.

Sur les 14 millions de personnes qui ont le statut de réfugiés dans le monde, 55 % sont en Asie, 29 % en Afrique, 11 % en Europe et seulement 1,8 % en France ! L'Union européenne a reçu 625 000 demandes d'asile en 2014, la France 65 000 selon l'OFPRA et en a accepté 14 600 soit environ 2 pour 10 000 habitants. Par comparaison, actuellement la Turquie accueille 1,8 million de Syriens, le Liban 1,1 million (1 pour 4 habitants).

Et que l'on ne nous dise pas que nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde ! Les études le montrent, les hommes, les femmes, les familles, les jeunes migrants contribuent plus qu'ils ne coûtent à la vie et aux solidarités de notre société... Ainsi, les travailleurs étrangers et leurs familles versent en France, 60 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts et perçoivent 48 milliards d'aides, soit un solde positif de 12 milliards. Les migrants représentent des ressources humaines, des expériences et des compétences. Ce sont nos futurs conjoints, meilleurs amis, notre prochaine âme sœur, notre nouveau collègue...

Contre les murs

Et pourtant, la réalité c'est que depuis plus d'une décennie, l'Europe se construit comme une forteresse en dressant règlements, murs et clôtures à ses frontières, en restreignant les délivrances de visas, en imposant aux pays du Sud de la Méditerranée la signature d'accords pour "contrôler" les migrations vers l'Europe.

En 2015, la France a rétabli des contrôles à la frontière italienne à Vintimille. A Calais des migrants relégués dans des "jungles" continuent de mourir en tentant de traverser la Manche. L'Autriche, l'Espagne, la Hongrie, la Grèce, la Bulgarie ont construit des murs à leurs frontières.

Deux traités européens sont particulièrement importants. Les règlements "Dublin" rendent le pays de première arrivée responsable du traitement des demandes d'asile. Les accords de Schengen organisent la libre circulation dans l'espace des 26 états européens signataires et le contrôle à leurs frontières. L'agence européenne Frontex créée en 2004 est le bras armé chargée non pas de sauver des vies humaines mais d'intercepter, de contrôler, de refouler les migrants.

Après avoir laissé les pays de sa frontière sud gérer seuls les afflux de réfugiés et de migrants, après avoir laissé errer des familles par milliers le long de frontières de barbelés, l'Union Européenne installe des "hotspots" en Italie et en Grèce. Ces camps d'exclusion et d'enfermement – car il faut bien les nommer pour ce qu'ils sont – sont mis en place pour trier entre les "bons réfugiés politiques" et les "mauvais réfugiés économiques", ces derniers "ayant vocation" à être immédiatement renvoyés dans leur pays. Déjà des Centres de Retention Administrative sont associés à ces "hotspots".

La fermeture de frontières engendre le business des passeurs qui organiseront d'autres chemins. Les murs n'y changeront rien. Les hommes, les femmes, les familles fuyant la misère, les guerres, la répression chercheront toujours un avenir meilleur.

C'est au nom de notre humanité que nous demandons la suppression de l'agence Frontex et son remplacement par un organisme de sauvegarde et d'accueil des migrants, que nous demandons une autre politique des visas et la refonte des règlements de Dublin.

C'est au nom de notre humanité que nous demandons l'application de la déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui affirme (je cite) "Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter

tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays." Elle précise : "Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays." Les pays européens ont ratifié ces principes. Ils doivent les respecter.

Une hypocrisie... planétaire

C'est au nom de notre humanité que nous voulons regarder avec lucidité et sans complaisance les responsabilités des pays du Nord avec à leur tête les États-Unis et l'Union Européenne. En effet ces pays n'hésitent pas lorsqu'il s'agit de garantir leurs accès aux richesses et aux matières premières agricoles et minières. Ils n'hésitent pas à soutenir les dictatures de toutes sortes et ferment les yeux sur les non-respect des Droits de l'Homme. Ils imposent des accords de partenariats économiques qui sont des désastres pour les économies. Les populations locales du Sud sont maintenues dans la pauvreté et contraintes à l'exil.

Les puissances occidentales ont une lourde responsabilité dans la crise du Moyen-Orient par exemples par leurs interventions armées en Afghanistan et en Irak. Leur politique en Libye y a créé le chaos actuel. Ainsi, des régions entières déstabilisées sont devenues de grandes "pourvoyeuses" de migrants, moyens-orientaux ou africains, des points de départ ou de passage pour le plus grand profit de passeurs criminels sans scrupules.

Les gouvernements européens ne peuvent plus regarder ailleurs et renvoyer à d'autres leurs écrasantes responsabilités. Ils doivent aujourd'hui faire face aux détresses que cela a engendré et en terminer avec leurs politiques de domination des peuples.

Pour des ponts

Citoyens européens et français, nous n'admettons pas le déni d'humanité. Nous appelons tous les hommes et femmes de bonne volonté à combattre les discours indignes. Nous appelons tous les politiques à se ressaisir et à refuser de céder aux pressions de l'extrême-droite et aux surenchères d'une droite de plus en plus extrême dont les discours xénophobes encouragent le repli, la méfiance, la haine de l'autre.

Nous exigeons du gouvernement français et de l'ensemble des pouvoirs publics, de l'État et des collectivités locales, des dirigeants européens une volonté politique sans faille avec l'adoption des moyens budgétaires et humains nécessaires à l'accueil de tous les migrants qu'ils soient dits « politiques » ou « économiques ». Il faut en finir avec les murs, les barbelés, les miradors. Il faut en finir avec les morts, les noyés, les blessés, les enfermés, les expulsés !

Nous exigeons l'application effective des droits fondamentaux à la libre circulation et à la libre installation, au respect du droit d'asile, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers !

Nous invitons tous les citoyens à exprimer concrètement leur solidarité avec les réfugiés et tous les migrants. Nous serons de ceux qui participeront à toutes les initiatives citoyennes concrètes d'accueil et de soutien à tous les migrants, dans des conditions respectueuses de leurs droits et de leur dignité.

Pour terminer, nous saluons, parmi d'autres citoyens qui se sont exprimés, les enseignants de l'école Jean Jaurès qui considèrent de leur devoir dans une ville qui a connu aussi la misère de l'exode il y a 70 ans d'accueillir une classe entière d'enfants réfugiés et (je cite) « de faire que ces enfants soient pleinement intégrés à la vie de leur école et à toutes ses activités et à faire de cette malheureuse circonstance une chance pour nos élèves de côtoyer des enfants d'une autre culture, d'apprendre à les connaître et d'exercer eux aussi leur civisme ».